

**LA NOTION INACHEVÉE DE CONFUSION DES PATRIMOINES EN  
DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ : LES RÉPONSES DE LA  
JURISPRUDENCE**

**THE INCOMPLETE CONCEPT OF INTERMINGLING BUSINESS IN  
INSOLVENCY PROCEEDINGS: JURISPRUDENCE ANSWERS**

**Fadwa EL IDRISI**

Doctorante au Laboratoire d'Etudes et de Recherches Juridiques et Politiques Faculté des  
Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi Université Mohammed V Rabat  
[fadwaeli@gmail.com](mailto:fadwaeli@gmail.com)

**Najoua ROUINI**

Professeur Habilité à la Faculté des Sciences juridiques, Economiques et Sociales Souissi  
Université Mohammed V Rabat  
[n.rouini@um5s.net.ma](mailto:n.rouini@um5s.net.ma)

**Résumé :**

Au sens du droit des entreprises en difficulté, la confusion des patrimoines est une source d'extension de la procédure. Bien que cette mesure soit prévue par la loi, aucune clarification n'a été avancée par le législateur, par conséquent, la notion demeure elliptique. Pourtant, la jurisprudence en la matière est abondante. Nombreuses sont les décisions de justices qui, pour combler le vide juridique, auront non seulement apporter une définition au concept, mais de surcroît, les critères de détermination de la confusion des patrimoines ont été dégagés.

**Mots-clés :** Confusion des patrimoines, Notion, Critères, Droit des entreprises en difficulté, Jurisprudence.

**Abstract:**

According to insolvency proceedings, the intermingling of business appears to be a source of the procedure's extension. Even though this measure is adopted by the law, the legislator failed to give any clarification, and therefore, the concept is still elliptical. However, an abundant case-law in this field is set. To fill the void, not only has a large body of Court of Justice case-law given a definition to the concept, but criteria to determine the intermingling of business were established, as well.

**Key-words:** Intermingling business, Concept, Criteria, Insolvency proceedings, Jurisprudence.

**Introduction:**

En droit des entreprises en difficulté, la confusion des patrimoines est une source d'extension de la procédure. Ceci découle clairement de l'article 585 du code de commerce, lequel dispose que « la procédure ouverte peut être étendue à une ou plusieurs autres entreprises par suite de confusion de leur patrimoine avec celui de l'entreprise soumise à la procédure ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale fictive ».

Il n'en demeure pas moins que la confusion des patrimoines n'est aucunement une création de la nouvelle loi 73-17 relatives aux procédures des difficultés de l'entreprise. En effet, l'ancien article 570 du code de commerce prévoyait déjà que « s'il se révèle que la procédure doit être étendue à une ou plusieurs autres entreprises par suite d'une confusion de leurs patrimoines, le tribunal initialement saisi reste compétent ». Sur ce, la reconsécration de la confusion des patrimoines dans l'actuelle loi, confirme qu'elle s'aperçoit comme une réalité incontestable que le législateur ne peut écarter.

Pourtant, à l'instar de l'ancienne formulation, cette réaffirmation de la confusion des patrimoines par le législateur marocain ne s'est pas accompagnée d'une définition légale du concept. Au sens de la loi, la notion n'est donc qu'elliptique. Toutefois, « la jurisprudence ne tarit pas dans le domaine du droit des entreprises en difficulté, et aborde des rivages pour certains jusqu'ici inconnus<sup>1</sup> », nombreuses sont à ce titre, les décisions de justice qui ont permis, dans une certaine mesure, de délimiter les contours de la notion.

Dans quelle mesure la notion inachevée de confusion des patrimoines, relevant du droit des entreprises en difficulté, est-elle cantonnée par la jurisprudence ?

Pour répondre à cette problématique, nous essaierons dans un premier temps, de mettre en avant la définition jurisprudentielle de la notion de confusion des patrimoines (I), ensuite, dans un second temps, nous tenterons d'élucider les critères de détermination de la confusion des patrimoines (II), à la lumière de la jurisprudence.

**I. DÉFINITION JURISPRUDENTIELLE DE LA NOTION DE CONFUSION DES PATRIMOINES :**

---

<sup>1</sup>L. C. Henry, P. Roussel Galle, F. Reille, Chronique du droit des entreprises en difficulté, Revue des sociétés, Dalloz, juin 2018, pp.408-416.

Cerner la notion de confusion des patrimoines n'est aucunement chose aisée tant cette notion échappe à d'une définition légale. Mais si on peine à déterminer ce qu'est précisément une confusion des patrimoines, on en perçoit certains des contours, que la jurisprudence contribue à dessiner<sup>2</sup>.

A ce titre, il paraît particulièrement judicieux de relater les attendus de décisions judiciaires dont les formules ciselées ont ceci de particulier qu'elles servent de référence en la matière. Rendues par différentes juridictions de commerce du Royaume, les juges ont eu l'occasion d'approcher la notion de confusion des patrimoines, voire même d'en avancer une définition conforme à la singularité du droit des entreprises en difficulté.

Au niveau de la décision de justice portant n°81/2015, émanant du tribunal de commerce de Marrakech et rendue en date du 23 juin 2015, le juge s'inspire expressément de la jurisprudence française :

« Attendu que la confusion des patrimoines est dans son essence une notion comptable qui consiste en l'impossibilité de déterminer le véritable patrimoine de chaque entité de sorte à porter préjudice à l'entreprise soumise à la procédure et aux créanciers, que l'une de ses manifestations d'après la jurisprudence comparée est l'imbrication inextricable des comptabilités qui débouche sur la confusion entre les actifs et les passifs de deux ou plusieurs patrimoines sociaux, ou l'existence de relations financières anormales engendrant des positions créditrices ou débitrices ne représentant pas la réalité, que la jurisprudence française s'est stabilisée sur la tendance que l'exercice d'une activité similaire par toutes les sociétés ou d'activités complémentaires et la présence de dirigeants sociaux communs constitue une preuve d'extension de la procédure, qu'en outre, conformément à l'arrêt rendu par la Cour de Cassation française en date du 19/04/2005, les avances de fonds et les échanges de personnel entre la société mère et la filiale révèle des relations financières anormales entre les deux entités constitutives d'une confusion du patrimoine de la société-mère avec celui de sa filiale<sup>3</sup> ».

Pour sa part, le tribunal de commerce d'Agadir, en essayant de cerner la notion de confusion des patrimoines énonce explicitement dans le jugement n°807 rendu en date du 06 juin 2006 que :

« Attendu que [...] l'imbrication des patrimoines est dans son essence un concept comptable qui résulte de l'imbrication des actifs et des passifs de deux ou plusieurs patrimoines de sorte que le comptable expérimenté ne peut établir les positions créditrices ou débitrices d'un patrimoine ou d'un autre, qu'elle signifie pour certains la notion classique que l'on exprime par imbrication comptable ou confusion des patrimoines, qu'il s'agit donc d'une notion visant toute anomalie de la gestion dont résultent même involontairement des relations anormales débouchant sur des positions créditrices et débitrices qui ne correspondent pas à la réalité<sup>4</sup> ».

Par ailleurs, il n'est pas étonnant de voir qu'une définition de la notion de confusion des patrimoines dérive de l'affaire de la société SAMIR, son particularisme mais surtout son

<sup>2</sup>*Ibid.*

<sup>3</sup> Tr. Com. Marrakech, jugement n°81/2015, rendu en date du 23/06/2015, dossier commercial n°07/8316/2015. Dans cette décision, le juge marocain s'est basé sur la fameuse affaire Metaleurop ; Cass. Fr. Com., arrêt rendu en date du 19 avril 2005, 05-10.094, Publié au bulletin.

عبد الكريم شاميط، إشكالية تداول الذمم في المادة التجارية، مطابع الرباط نت، 2017، ص 73.

<sup>4</sup>Tr. Com. Agadir, jugement n°807, rendu en date du 06/06/2006, dossier commercial n°04/12, (décision non publiée).

ampleur ont fait que le juge s'est efforcé de combler le vide juridique afin de rationaliser le prononcé ou le rejet de la mesure d'extension de la procédure.

Ainsi convient-il d'examiner cet attendu crucial du jugement portant n°135 rendu par le tribunal de commerce de Casablanca en date du 05 novembre 2018 :

« Attendu que la confusion des patrimoines ou leur imbrication exigeant l'extension de la procédure de liquidation judiciaire signifie le constat de l'existence d'une véritable interdépendance et imbrication entre plusieurs patrimoines sociaux comme s'il s'agissait d'un seul patrimoine social, au point qu'il devient difficile pour un expert de distinguer un patrimoine d'un autre, que la confusion des patrimoines justifiant l'extension de la procédure désigne essentiellement l'imbrication des actifs et passifs de deux ou plusieurs entreprises ou l'existence de flux financiers anormaux entre plusieurs entreprises qui n'auraient pas dû avoir lieu si chacune des entreprises avait un patrimoine distinct et que l'une des figures de ces flux est la prise en charge par une entreprise des frais et des dépenses d'une autre entreprise ou l'acquittement de factures au profit d'une autre entreprise<sup>5</sup>».

Notons aussi que l'arrêt n°5209 de la Cour d'Appel de Casablanca rendu en date du 10 novembre 2006 avait utilisé la même tournure :

« Attendu qu'il est retenu dans les motifs du jugement que la confusion des patrimoines justifiant l'extension de la procédure désigne l'imbrication des actifs et passifs de deux ou plusieurs entreprises ou l'existence de flux financiers anormaux entre plusieurs entreprises qui n'auraient pas dû avoir lieu si chacune des entreprises avait un patrimoine distinct et que parmi les manifestations de l'existence de flux financiers anormaux est la prise en charge par une entreprise des frais et des dépenses d'une autre entreprise ou l'encaissement de factures appartenant à une autre structure ou l'acquittement de factures élevées par rapport à la prestation fournie, considérant l'existence d'une relation solide entre l'entreprise bénéficiaire et l'entreprise qui s'est acquittée des factures<sup>6</sup>».

De manière générale, les tribunaux établissent l'existence de la confusion des patrimoines entre deux ou plusieurs personnes morales disposant, à la base, chacune d'une autonomie juridique et patrimoniale, lorsqu'ils constatent que cette autonomie n'a pas été observée, de sorte qu'elles se soient comportées comme si elles n'avaient qu'un seul patrimoine commun. Ainsi la jurisprudence a-t-elle conféré une avancée notable à la notion de confusion des patrimoines.

En outre, les juges admettent des définitions semblables malgré que les décisions soient rendues sous l'égide de deux versions différentes du livre V du code de commerce, ce qui démontre que non seulement la notion est cristallisée dans notre droit, mais en dépit de la refonte imposée par l'évolution des enjeux de la matière, le sens du concept est conservé.

Les attendus susvisés auront de surcroît contribué à délimiter les critères de détermination d'une situation de confusion des patrimoines qu'il est utile de détailler.

## II. CRITÈRES DE DÉTERMINATION DE LA CONFUSION DES PATRIMOINES :

<sup>5</sup> Tr. Com. Casablanca, jugement n°135, rendu en date du 05/11/2018, dossier commercial n°171/8321/2017.  
عمر السكتاني ، مساطر صعوبات المفاولة: المستجدات و الرهانات — قراءة في ضوء مستجدات القانون رقم 17—73 القاضي بنسخ و تعويض الكتاب الخامس من مدونة التجارة، سلسلة قانون الأعمال و الممارسة القضائية، العدد 2، 2018 ص509-559.

<sup>6</sup>CA com. Casablanca, Arrêt n°5209 rendu en date du 10/11/2006, dossier commercial.  
<http://www.jurisprudence.ma/decision/caccasablanca10-11-20065209/>; consulté le 27/01/2020.

Non encadrée par la loi, la confusion des patrimoines est laissée à l'appréciation du juge. A ce titre, lorsque l'on parcourt les décisions de justice rendues, il paraît clairement que la tendance jurisprudentielle est relativement constante sur le fait que la confusion des patrimoines découle soit de l'existence d'une confusion des comptes (2.1), soit de relations financières anormales (2.2).

### 2.1. La confusion des comptes :

La confusion de patrimoines pour cause d'imbrication des comptes sociaux est relativement aisée à prouver<sup>7</sup>.

Selon M. Jean-François Barbiéri, « il y a confusion de patrimoines lorsque, au mépris de l'étanchéité des patrimoines, l'utilisation abusive des biens sociaux est devenue une technique de gestion. De façon pratique, cela signifie qu'il est impossible de dresser des comptes distincts, et de traiter séparément les patrimoines<sup>8</sup> ». C'est la raison pour laquelle il qualifie la confusion de patrimoine de « phénomène essentiellement comptable » qui ressort d'une « imbrication entre les postes actif et passif de deux ou plusieurs patrimoines, imbrication telle qu'un professionnel de la comptabilité s'avouerait incapable d'attribuer à l'un ou l'autre des titulaires les créances et les dettes répertoriées<sup>9</sup> ».

Autrement dit, il existe deux personnes juridiques distinctes avec un actif et un passif propres, et pourtant elles se comportent patrimoniallement comme si leurs actifs et leurs passifs ne faisaient comptablement qu'un et comme s'il n'y avait qu'une seule personne juridique à la base<sup>10</sup>.

Il est survenu un mélange des éléments de l'actif et du passif des sociétés concernées, ce qui fait que rattacher ces éléments à l'un ou à l'autre des patrimoines devient difficile. C'est-à-dire qu'on va retrouver des éléments censés faire partie d'un patrimoine, dans l'autre, et inversement. Les patrimoines de personnes juridiques distinctes sont tellement imbriqués qu'ils forment une unité *de facto*. Ce désordre rend donc impossible la détermination des droits de chacune des personnes concernées<sup>11</sup>.

Or, pour aboutir à un tel résultat condamnable par la loi, il qu'il y ait matériellement eu des agissements illégaux qui ont mené à cette situation. A ce titre, les juridictions de commerce ont eu l'occasion de souligner que certains indices sont susceptibles de caractériser une confusion des comptes dans ce sens manifestant l'existence d'une confusion des patrimoines.

Ainsi en est-il de la décision n°37 rendue par le tribunal de commerce de Rabat en date du 05 janvier 2000. En l'espèce, une procédure de redressement judiciaire a été ouverte à l'encontre de deux entreprises<sup>12</sup>, à savoir la société W. et Mr. LhamriT., commerçant immatriculé au registre du commerce du tribunal de commerce de Rabat. Le syndic chargé d'étudier la situation financière des deux entreprises conclut aux termes de son rapport qu'il existe une confusion des patrimoines entre ces entreprises et plusieurs autres, en l'occurrence, la société C., la société

<sup>7</sup> B.Grelon, « La confusion des patrimoines au sein d'un groupe », Revue Droit des Sociétés, Dalloz, 2006, pp.281-301.

<sup>8</sup> B.Dondero, P. Le Cannu, *Droit des sociétés*, 3<sup>e</sup> édition, Lextenso, 2010, p.984-985.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p.984-985.

<sup>10</sup> M.OuassiniSahli, *La responsabilité de la société mère du fait de ses filiales*, Thèse, Université Paris-Dauphine, 2014, p.141.

<sup>11</sup> P-M. Le Corre, *Droit et pratique des procédures collectives*, 6<sup>e</sup> édition, Dalloz, 2013, p.305.

<sup>12</sup> Al.1 article 546 du code de commerce : « On entend par entreprise au sens du présent livre, le commerçant personne physique ou la société commerciale ».

G., ainsi que des personnes physiques en leur qualité de commerçant immatriculés au registre du commerce, et l'on recense Mme. Chahin M., Mme. Lhamri N., Mme Safi A.

La preuve, avance-t-il, étant que toutes les sociétés exercent une activité sociale identique qui consiste en la vente des matériaux de construction, qu'en terme d'exploitation, elles utilisent les mêmes dépôts et les mêmes véhicules, et qu'en outre, d'après l'attestation de la direction générale des impôts, les impôts sont émis et recouverts au nom de Lhamri et associés soit toutes les personnes physiques en cause et l'on cite M. Lhamri T., Mme. Chahin M., Mme. Lhamri N., Mme Safi A., que ces personnes bénéficient toutes de garanties présentée par la même personne pour contracter des prêts, à savoir M. Lhamri T, et que d'après les états financiers de la société W. objet du redressement judiciaire, la société est détenue à 90% par M. Lhamri T., et à 10% par Mme Safi A., et sur ce, sollicite l'extension de la procédure de redressement judiciaire à la société C., à la société G., à Mme. Chahin M., Mme. Lhamri N. et Mme Safi A.

A cet effet, le tribunal de commerce retient que : « Attendu qu'après examen des documents du dossiers et de ses pièces le tribunal constate l'existence d'une confusion des patrimoines entre les entreprises objet de la demande d'extension et les deux entreprises à l'encontre desquelles une procédure de redressement judiciaire est ouverte à savoir M. Lhamri T. et la société W., et que ce qui prouve la confusion desdits patrimoines est que la déclaration de la TVA est faite sous le même numéro [...] ainsi que pour la déclaration des revenus professionnels qui est établie sous le numéro [...] et l'inscription à la patente sous le numéro [...], qu'en outre, les sociétés pour laquelle l'extension de la procédure est sollicitée exercent toutes la même activité sociale<sup>13</sup> ».

Par conséquent, le juge ordonne l'extension de la procédure de redressement judiciaire ouverte à l'encontre de M. Lhamri T. et de la société W, à la société C., à la société G., à Mme. Chahin M., à Mme. Lhamri N. et à Mme Safi A., pour cause de confusion des patrimoines.

La confusion des comptes est bel et bien établie puisque la similarité entre les sociétés en cause est sans équivoque au vu des activités identiques et des références fiscales similaires. Notons par contre, que la jurisprudence française a admis que dans le cas d'une confusion mixte impliquant le patrimoine d'une personne physique et celui d'une personne morale, c'est le critère de relations financières anormales<sup>14</sup> et non celui de confusion des comptes qui est retenu, l'idée étant de condamner le déséquilibre économique patent qu'avait créée la personne physique contractante au détriment des créanciers de la personne morale<sup>15</sup>.

Par ailleurs, le tribunal de commerce de Marrakech dans la décision portant n°112/2007 rendue en date du 26 décembre 2007 consacre aussi la confusion des comptes suite à des indices prouvant l'existence de similitudes entre les sociétés en cause :

« Attendu qu'il est prouvé que la filiale a été constituée par les mêmes dirigeants sociaux, qu'en outre la demanderesse a procédé au paiement de ses dettes et à l'utilisation de ses machines, de ses locaux et ses actifs [...], ce qui constitue une preuve de confusion des patrimoines et de leur imbrication, d'autant plus que l'objet social de la nouvelle société est identique avec celui de la

<sup>13</sup> Tr. Com. Rabat, jugement n°37, rendu en date du 05/01/2000, dossier commercial n°5/35/99, (décision non publiée).

<sup>14</sup> Cf. infra.

<sup>15</sup> J-F. Barbière, « Le déséquilibre économique des prestations, source de confusion entre le patrimoine d'un bailleur et celui d'une société ? », Revue Des Sociétés, Dalloz, 2014, pp.227-230.

Contrairement à la fictivité, la confusion des patrimoines n'interdit pas le jeu de l'extension à des personnes physiques. Il reste que ce qui nous importe c'est le cas des sociétés d'un groupe, nous ne développerons donc pas plus cette idée.



demanderesse [...], que la jurisprudence française a retenu de manière constante que l'exercice des sociétés de la même activité, ou des activités complémentaires au même endroit et par le biais des mêmes dirigeants justifie l'extension de la procédure<sup>16</sup> ».

Dans une autre affaire, le tribunal de commerce de Rabat retient dans le jugement n°24 rendue en date du 25 mai 2017, l'existence d'une confusion des patrimoines entre la société E. et la société E.T. :

« « Attendu qu'il ressort des éléments du dossier que la société E. a été constituée au moment où la société E.T. faisait face à des difficultés financières et était sollicitée pour s'acquitter de ses dettes, que la première société n'avait aucune activité réelle sauf la commercialisation des produits fabriqués par la seconde société dans son siège social et par le biais de ses propres mécanismes et salariés sans que la première société, c'est-à-dire la société E., supporte les frais nécessaires à cette fabrication, qu'en conséquence, l'actif de la société E. est le produit de l'activité de la société E.T. dont la contrepartie n'a pas été acquittée intégralement, il s'agit donc d'une seule unité de production et d'actif qui allait être injectée dans la trésorerie de la société E.T. s'il n'avait pas été procédé à la constitution de la société E. pour isoler ces capitaux, et que ces éléments prouvent la confusion des deux patrimoines ce qui justifie l'extension de la procédure de liquidation judiciaire ouverte à l'encontre la société E.T. à la société E. <sup>17</sup> ».

Il ressort de ce dossier que la confusion des comptes est avérée dans la mesure où l'actif d'une société est le produit de l'activité d'une autre société, lequel actif devait être injecté dans la trésorerie de la seconde.

Ainsi, il découle de ce qui précède que si la ventilation des composantes du patrimoine de chaque entité est possible de sorte qu'un expert puisse dresser les comptes entre les structures, la confusion des comptes n'est pas avérée et de là, la demande d'extension de la procédure sur le fondement de la confusion des patrimoines n'est pas fondée<sup>18</sup>.

Ceci étant pour la confusion des comptes, la jurisprudence considère que la confusion des patrimoines est tout aussi bien établie en cas d'existence de relations financières anormales.

## **2.2. Les relations financières anormales :**

Avant de pouvoir relater des situations relevées par la jurisprudence manifestant l'existence de relations financières anormales (2.2.1), encore faut-il comprendre ce qu'est une relation financière anormale. Aussi procéderons-nous d'abord, à l'appréhension du critère des relations financières anormales (2.2.2).

### **2.2.1. Appréhension du critère des relations financières anormales :**

L'appréhension du critère des relations financières anormales constitutif d'une confusion des patrimoines nécessite d'être examiné en profondeur. En réalité, cette expression n'a pas été utilisée arbitrairement et il convient donc de retourner sur la notion même pour tenter d'approcher ce qu'elle recouvre (2.2.1.1). Dans ce sens, se pose une question qui n'est pas des moindres, en l'occurrence, celle de savoir si le groupe de sociétés est un indice de relations financières anormales (2.2.1.2).

<sup>16</sup> Tr. Com. Marrakech, jugement n°112/2007, rendu en date du 26/12/2007, dossier commercial n°10/15/2006.

عبد الكريم شاميط، إشكالية تداول الذمم في المادة التجارية، مطابع الرباط نت، 2017، ص 74.

<sup>17</sup> Tr. Com. Rabat, jugement n°24, rendu en date du 25/05/2017, dossier commercial n°57/8319/2015, (décision non publiée).

<sup>18</sup> P-M. Le Corre, *op. cit.*, p.305.

### 2.2.1.1. Retour sur la notion de relations financières anormales :

Force est de constater que la jurisprudence marocaine utilise tantôt l'expression « flux financiers anormaux » et tantôt celle de « relations financières anormales » pour caractériser un aspect de la confusion des patrimoines.

De prime abord, l'on pourrait penser que l'une et l'autre expression sont les deux faces d'une même pièce. Peut-être est-ce dans la mesure où les deux tournures font référence à l'anormalité des rapports financiers entre sociétés, sachant que l'anormalité s'entend de manière générale de la méconnaissance de la norme<sup>19</sup> et dans le contexte des rapports financiers, de « l'acte incompatible avec des obligations contractuelles réciproques normales<sup>20</sup> ».

Cela dit, pour élaborer une définition à la notion de confusion des patrimoines, la jurisprudence marocaine a certes, fait renvoi à plusieurs reprises aux solutions adoptées par la jurisprudence française<sup>21</sup>, sans toutefois tenir compte du revirement jurisprudentiel substituant le critère de relations financières anormales à celui de flux financiers anormaux traditionnellement employé<sup>22</sup>.

Or, il ne fait pas de doute qu'« il n'est pas de l'habitude de la Cour de cassation d'écrire pour ne rien dire », cette évolution de terminologie marque, en effet, une évolution de la compréhension des éléments à prendre en considération pour caractériser la confusion des patrimoines<sup>23</sup>.

Le flux financier anormal signifie « le transfert d'actifs ou de services sans contrepartie<sup>24</sup> ». Sont donc pris en compte uniquement « les mouvements de fonds ou les engagements financiers sans aucune contrepartie ne trouvant pas leur origine dans les engagements réciproques des parties et résultant du détournement des ressources d'une entité vers l'autre<sup>25</sup> ».

Par contre, l'usage du concept de relations financières anormales est plus général, dans ce sens qu'il vise outre les flux financiers anormaux, l'absence anormale de flux entre les structures<sup>26</sup>, donc un spectre d'hypothèses plus large que celui originellement appréhendé<sup>27</sup>.

Or, étant donné que les flux financiers supposent la réciprocité, la jurisprudence française a consacré cet ajustement de terminologie bien pesé dans un nombre d'arrêts lorsqu'elle devait se prononcer sur des opérations à sens unique, qui dévoilaient une confusion des patrimoines mais ne constituaient pas des flux financiers au vrai sens du terme.

<sup>19</sup>B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>20</sup>N.Morelli, « Le temps et la confusion des patrimoines », *Revue des Sociétés*, Dalloz, 2019, pp.128-132.

<sup>21</sup>« La jurisprudence française s'est stabilisée sur la tendance que l'exercice d'une activité similaire par toutes les sociétés ou d'activités complémentaires et la présence de dirigeants sociaux communs constitue une preuve d'extension de la procédure, qu'en outre, conformément à l'arrêt rendu par la Cour de Cassation française en date du 19/04/2005, les avances de fonds et les échanges de personnel entre la société mère et la filiale révèlent des relations financières anormales entre les deux entités constitutives d'une confusion du patrimoine de la société-mère avec celui de sa filiale », *Tr. Com. Marrakech*, jugement n°81/2015, rendu en date du 23/06/2015, dossier commercial n°07/8316/2015.

عبد الكريم شامبط، إشكالية تداول الذمم في المادة التجارية، مطابع الرباط نت، 2017، ص 73.

<sup>22</sup>B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>23</sup>*Ibid.*

<sup>24</sup>N.Morelli, « La confusion des patrimoines, entre constance et nuance », *Revue Droit des Sociétés*, Dalloz, 2011, pp.119-122.

<sup>25</sup>B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>26</sup>P-M. Le Corre, *op. cit.*, p.306.

<sup>27</sup>N.Morelli, « La confusion des patrimoines comme instrument de police de la justice contractuelle ? », *Revue Des Sociétés*, Dalloz, 2020, pp.112-115.



Aussi a-t-elle jugé que le défaut de réclamation pendant plusieurs années des loyers sous-évalués qui avaient été convenu avec la société locataire et l'apparent désintérêt de la société bailleuse pour ce qui lui était dû constitue une relation financière anormale entre les sociétés en cause donnant droit à l'extension de la procédure collective pour confusion des patrimoines, l'anormalité tient justement à l'absence de mouvement de fonds entre les deux sociétés<sup>28</sup>.

De même, dans la fameuse affaire Air Lib, à l'occasion de la constatation d'abandons de créances, d'absence de facturation et de support des charges par la société d'exploitation, la Cour de Cassation française retient la confusion des patrimoines avec emploi de l'expression relations financières anormales<sup>29</sup>.

Par ailleurs, il a été admis que les relations financières anormales sont celles qui « appauvrissent l'un pour enrichir l'autre, sans que ces appauvrissements et enrichissements corrélatifs ne soient juridiquement ou économiquement justifiés<sup>30</sup> ». Pourtant, le flux financier peut refléter une confusion des patrimoines et engendrer l'extension d'une procédure collective sans que les intérêts des créanciers du débiteur en cause ne soient forcément lésés, ce qui explique que l'objectif n'est pas de sanctionner l'appauvrissement du débiteur mais de constater un abus de relations interpatrimoniales<sup>31</sup>. En effet, « l'extension de procédure pour cause de confusion des patrimoines ne repose pas plus sur l'idée de sanction du débiteur que de réparation d'un préjudice causé à ses créanciers. [...] Il s'agit de reconstituer la réalité économique de l'entreprise, de la faire primer sur l'artifice de montages juridiques dissimulant, sous le couvert de l'autonomie de chaque personne morale, des relations financières, sinon frauduleuses, du moins anormales<sup>32</sup> ».

L'on conclut alors que l'observation synthétique de la jurisprudence française permet de confirmer qu'« il y a place à extension sur le fondement des relations financières anormales en présence de deux conditions cumulatives. Il faut d'abord un mélange patrimonial, qui suppose soit un transfert d'éléments d'actifs d'un patrimoine à l'autre, soit un transfert de passif d'un patrimoine à l'autre. Il faut ensuite un déséquilibre patrimonial significatif, tenant à une absence de contrepartie. Il faut enfin une condition subjective, à savoir un caractère anormal des relations financières, qui tient soit au fait que ces relations ne peuvent se rattacher à aucune obligation juridique, soit au fait que ces relations sont dépourvues d'intérêt pour l'appauvri<sup>33</sup> ».

Dans une autre approche, il a été soulevé que « l'anormalité en elle-même ne suffit pas à caractériser la confusion patrimoniale, qui n'est reconnue que pour autant que ces relations ont porté sur des montants non négligeables et se sont inscrites dans la durée<sup>34</sup> ». L'objectif étant de différencier des relations financières anormales des actes isolés et donc des opérations ponctuelles<sup>35</sup>. « On ne saurait en effet assimiler à la confusion des patrimoines des faits qui pourraient ne révéler qu'une simple situation d'abus de biens sociaux<sup>36</sup> ».

<sup>28</sup> J.-F. Barbiéri, *art. cit.*, pp.227-230.

<sup>29</sup> B. Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>30</sup> L. C. Henry, P. Roussel Galle, F. Reille, *art. cit.*, pp.408-416.

<sup>31</sup> N. Morelli, « La confusion des patrimoines, entre constance et nuance », *art. cit.*, pp.119-122.

<sup>32</sup> A. Lienhard « Extension de procédure : caractérisation de la confusion de patrimoines » *Dalloz Actualité*, 1 juillet 2015.

<sup>33</sup> F.-X. Lucas, P.-M. Le Corre, « Panorama Droit des entreprises en difficulté », *Recueil Dalloz*, N°34, 2015, pp.1970-1982.

<sup>34</sup> L. C. Henry, P. Roussel Galle, F. Reille, *art. cit.*, pp.408-416.

<sup>35</sup> N. Morelli, « La confusion des patrimoines comme instrument de police de la justice contractuelle ? », *art. cit.*, pp.112-115.

<sup>36</sup> N. Morelli, « Le temps et la confusion des patrimoines », *art. cit.*, pp.128-132.

Les relations financières anormales sont donc appréciées au regard de leur durée, sans pour autant dire que la durée *per se* est suffisante à elle seule de caractériser un critère de la confusion des patrimoines<sup>37</sup>. La Cour de cassation française a confirmé un arrêt d'appel retenant le critère des relations financières anormales comme cause de confusion des patrimoines en raison du caractère systématique des faits retenus : « (...) en déduisant que les faits retenus, qui s'étaient déroulés de façon continue de 2004 jusqu'à l'ouverture de la procédure collective de la SARL, ne présentaient pas un caractère isolé et ponctuel, la Cour d'appel a légalement justifié sa décision<sup>38</sup> ». Il reste que la Cour de Cassation qui a approuvé cet arrêt d'appel s'est gardée de s'approprier le motif mentionnant que les faits constatés faisaient ressortir une volonté systématique des personnes concernées<sup>39</sup>, autrement dit, un caractère intentionnel des parties en cause de confondre les patrimoines. Cette démarche a été fortement critiquée par la doctrine ; dans la mesure où il n'est plus fait référence dans les arrêts de la Cour de Cassation à la recherche de cette volonté systématique, « n'encourt-on pas le risque d'aboutir à des hypothèses où en plus d'être victime d'une situation lésionnaire qu'elle n'aura pas nécessairement souhaitée, la partie s'exposerait à l'extension de la procédure collective de son cocontractant ?<sup>40</sup> »

#### **2.2.1.2. Les relations financières anormales à l'aune du groupe de sociétés :**

La notion de relations financières anormales présente un grand intérêt pour le phénomène groupal. Evidemment, il s'agit d'une anomalie de la gestion de sociétés, lesquelles, sont le plus souvent membres d'un groupe<sup>41</sup>.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que le groupe de sociétés est le socle même des relations financières. Or, dans une logique paradoxale, toutes les relations intragroupes ne sont pas condamnables car ne constituent pas forcément une relation financière anormale, mais il n'en demeure pas moins que la structure groupale n'est en soi exonératoire du mécanisme de la confusion des patrimoines. Comment donc déceler la confusion des patrimoines au sein d'un groupe si l'organisation du groupe n'est pas en tant que telle un indice d'anormalité ?

Le constat est fait, l'anormalité est écartée par les juridictions à chaque fois que la relation financière relève du cadre contractuel qui gouverne officiellement les rapports entre les parties<sup>42</sup>, « une saine gestion des rapports entre des sociétés liées leur évite assurément l'extension de la procédure : il suffit qu'elles aient formalisé leurs relations au sein de conventions de trésorerie pour que, par exemple, des participations croisées au capital ou des avances entre associés communs deviennent au-dessus de tout soupçon<sup>43</sup> ».

Par conséquent, « dans un groupe de sociétés, il ne suffit pas de constater une convention de trésorerie : il y en a presque toujours et c'est normal. Il ne suffit pas de constater des activités

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Cass. Fr. com., 28 février 2018, n°16-24.507 ; Simon associés, « La confusion des patrimoines fondée sur le critère des relations financières anormales et systématiques », 30 avril 2018, <https://www.lettredurestructuring.com/P-2147-452-A1-la-confusion-des-patrimoines-fondée-sur-le-critère-des-relations-financières-anormales-et-systématiques.html>; consulté le 29/01/2020.

<sup>39</sup> N.Morelli, « Le temps et la confusion des patrimoines », *art. cit.*, pp.128-132.

<sup>40</sup> N.Morelli, « La confusion des patrimoines comme instrument de police de la justice contractuelle ? », *art. cit.*, pp.112-115.

<sup>41</sup> N.Morelli, « Propos iconoclastes sur la confusion des patrimoines », *Revue Droit des Sociétés*, Dalloz, 2015, pp.433-437.

<sup>42</sup> B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>43</sup> B.Grimonprez, « Pour une responsabilité des sociétés mères du fait de leurs filiales », *Revue des sociétés*, Dalloz, 2009, pp.715-733.

communes, c'est fréquent, et également normal. Pas davantage, le fait qu'il y ait des contributions financières des filiales au profit de la société mère ne peut constituer un indice de confusion des patrimoines, le fonctionnement en groupe de société justifiant ce type de contribution<sup>44</sup> ». L'anormalité consistera en l'absence de conventions régissant ces opérations, ou alors le dépassement et la violation de ces conventions<sup>45</sup>.

Dans la célèbre affaire Metaleurop<sup>46</sup>, pour constater l'absence d'anormalité des relations financières constitutive de la confusion des patrimoines, la Cour de cassation française invoque la conformité des relations intra-groupe à un modèle d'organisation habituel des groupes<sup>47</sup>, et affirme « que toute anomalie dans les relations financières intragroupe n'équivaut pas à une anormalité des flux financiers de nature à établir la confusion des patrimoines<sup>48</sup> ».

De même, dans un autre arrêt de la Cour de Cassation française, il a été confirmé que la structuration d'une opération de LBO susceptible de faciliter la gestion des groupes de sociétés n'est pas constitutive d'une condition de confusion de patrimoines.

L'on remarque donc que pour caractériser une confusion des patrimoines notamment dans le cadre des groupes de sociétés, il faut plus qu'une densité de relations, personnelles, financières ou commerciales. Quels sont donc les indices tirés par la jurisprudence susceptibles de matérialiser le critère de relations financières anormales<sup>49</sup> ?

### 2.2.2. Manifestations jurisprudentielles du critère des relations financières anormales:

Outre le fait d'avoir apporté une définition et délimité les critères de la confusion des patrimoines, la jurisprudence vient apporter une pierre de plus à la construction de la notion<sup>50</sup>. Plusieurs décisions de justice reconnaissent des agissements comme caractérisant des relations financières anormales, notamment, des flux financiers anormaux.

La société SAMIR n'a pas été dénuée de soupçons de l'existence d'une confusion des patrimoines entre elle et ses filiales. D'ailleurs, le jugement n°135 rendu en date du 05 novembre 2018 par le tribunal de commerce de Casablanca<sup>51</sup> présente un intérêt majeur en la matière.

Hormis le fait de contenir une définition générale de la notion de confusion des patrimoines<sup>52</sup>, la décision prévoit expressément que l'une des figures des flux financiers est « la prise en charge par une entreprise des frais et des dépenses d'une autre entreprise ou l'acquittement de factures au profit d'une autre entreprise<sup>53</sup> ». Par conséquent, face à la demande introduite par le syndic

<sup>44</sup>F-X. Lucas, P-M. Le Corre, « Panorama Droit des entreprises en difficulté », Recueil Dalloz, N°34, 2015, pp.1970-1982.

<sup>45</sup>B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>46</sup>Cass. Fr. com. 19 avr. 2005, JCP 2005, II, 10088; JCP E 2005, I, 721, p. 796.

<sup>47</sup>B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>48</sup>E. M'rabet, *Les montages juridiques à l'aune du droit des entreprises en difficulté*, Thèse, Université Aix-Marseille, 2014, p.140.

<sup>49</sup>B.Grelon, *art. cit.*, pp.281-301.

<sup>50</sup>P. Roussel Galle, L. C. Henry, *Chronique de droit des entreprises en difficulté*, Revue Droit des Sociétés, 2015, pp.541-552.

<sup>51</sup>Tr. Com. Casablanca, jugement n°135, rendu en date du 05/11/2018, dossier commercial n°171/8321/2017. عمر السكتاني ، مساطر صعوبات المقاول: المستجدات و الرهانات — قراءة في ضوء مستجدات القانون رقم 17—73 القاضي بنسخ و تعويض الكتاب الخامس من مدونة التجارة، سلسلة قانون الأعمال و الممارسة القضائية، العدد 2، 2018، ص509-559.

<sup>52</sup>Cf. supra.

<sup>53</sup>Tr. Com. Casablanca, jugement n°135, rendu en date du 05/11/2018, dossier commercial n°171/8321/2017.

d'extension de la procédure de liquidation judiciaire ouverte à l'encontre de la société à ses filiales, en l'occurrence, la société HOTELIERE SAMIR, à la société CORRAL HOTEL RESORTS & COMPANY, à la Société Marocaine de TRANSPORT ET DE STOCKAGE DES PRODUITS PETROLIERS (TSPP), à la société SALAM GAZ et à la SOCIETE DE DISTRIBUTION DES CARBURANTS ET COMBUSTIBLES (SDCC) sur le fondement de la confusion des patrimoines, le tribunal ne retient l'extension qu'à l'égard de certaines sociétés, ce qui démontre que la pertinence du motif de confusion est requise pour prononcer l'extension de la procédure. Aussi convient-il d'élucider les faits entourant chaque cas pour déceler ces indices retenus par la jurisprudence susceptibles de caractériser une relation financière anormale constitutive d'une confusion des patrimoines.

-Concernant la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire à la société HOTELIERE SAMIR et la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY :

Le syndic affirme dans sa demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire que la société SAMIR a conclu en date du 28 décembre 2006 une convention avec la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY débouchant sur la cession de 48831 actions appartenant à la société SAMIR dans le capital de la société HOTELIERE SAMIR, au profit de la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY. Une partie du prix de la cession a été acquittée en intégralité alors que pour le reste, M. Baamer J. en sa qualité de PDG de la société HOTELIERE SAMIR, de dirigeant de la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY et administrateur de la société SAMIR, a émis 6 lettres de change au nom de la société HOTELIERE SAMIR à hauteur du montant restant pour qu'elle se substitue à la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY pour le paiement le prix de cession au lieu de remettre ces lettres de change à la société SAMIR, toutefois, celles-ci n'ont pas été présentées au paiement et ont été conservées dans la trésorerie de la société jusqu'à prescription, d'où la confusion des patrimoines des trois sociétés en cause.

En réponse aux propos du syndic, le juge invoque qu'il ressort des spécimens des chèques, des lettres de changes, des factures et des ordres de paiement de la SAMIR qu'en dépit d'avoir cédé les actions qu'elle détient dans la société HOTELIERE SAMIR au profit de la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY, la SAMIR a continué de payer les charges de la société HOTELIERE SAMIR.

Or, « attendu que la continuation de paiement par la société SAMIR des charges incombant à la société HOTELIERE SAMIR au lieu de la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY après complète cession des actions constitue l'une des figure des flux financiers anormaux prouvant la confusion des patrimoines conformément à la définition apportée par la jurisprudence commerciale à [cette notion] ... et que la continuation du même dirigeant social de payer les dépenses d'une société au détriment d'une autre constitue une preuve de la situation de confusion des patrimoines» et décide sur ce que, l'extension de la procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société HOTELIERE SAMIR et de la société CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY est fondée.

La jurisprudence retient donc que la caractérisation du flux financier peut se manifester par le support de charges appartenant à une autre structure.

---

عمر السكتاني ، مساطر صعوبات المقاولات: المستحقات و الرهانات — قراءة في ضوء مستجدات القانون رقم 17-73 القاضي بنسخ و تعويض الكتاب الخامس من مدونة التجارة، سلسلة قانون الأعمال و الممارسة القضائية، العدد 2، 2018 ص 509-559.

-Concernant la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire à la société SALAM GAZ :

En l'espèce, le syndic fonde la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire ouverte à l'encontre de la SAMIR à la société SALAM GAZ sur le fait que la société SAMIR et la société SALAM GAZ ont conclu en 2014 un contrat de prêt à l'effet duquel la société SAMIR continuait de fournir à la société SALAM GAZ du gaz jusqu'à acquittement du montant dudit prêt et qu'en date du 28-11-2014, les parties ont conclu ensuite un autre contrat de prêt pour acquisition de marchandises et que suite à cela, la société SAMIR est débitrice envers la société SALAM GAZ d'un certain montant, mais que la compensation entre les dettes de la société SAMIR et de la société SALAM GAZ devient impossible à partir du moment où la société SAMIR est soumise à la liquidation judiciaire, arguant qu'il est établi judiciairement que l'opération de compensation est illégale comptablement dans la mesure où elle constitue l'une des figures de la confusion des patrimoines en ce qu'elle engendre un désordre comptable empêchant la distinction entre le créancier et le débiteur.

En d'autres termes, la demande est fondée sur un enchevêtrement des positions de créancier et de débiteur qui devraient être précis dans une relation commerciale.

Cependant, le juge conforte qu'il n'existe aucune polémique concernant l'extinction de la dette découlant de la première opération de prêt, et que par rapport à la seconde opération, le juge commissaire a décidé l'admission de la créance de la société SALAM GAZ au passif de la société SAMIR soumise à la liquidation judiciaire et que par conséquent, la clarté de la position créditrice nie l'existence d'une confusion au niveau des passifs des deux sociétés. Aussi précise-t-il que le fait que la société SAMIR soit soumise à la liquidation judiciaire ne permet pas de dire que la compensation ne peut être établie sans mentionner les raisons qui l'empêcheraient, d'autant plus que le montant de la créance est prédéfini, de sorte que le syndic puisse continuer à représenter la société soumise à la liquidation judiciaire à l'égard des tiers et que la procédure de liquidation n'est pas encore clôturée.

Par ces motifs, la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire ouverte à l'encontre de la société SAMIR à la société SALAM GAZ pour cause de confusion des patrimoines reste non fondée.

-Concernant la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire à la Société Marocaine de TRANSPORT ET DE STOCKAGE DES PRODUITS PETROLIERS (TSPP) :

Pour conserver la valeur marchande de ses actions, la société SAMIR soumise à la liquidation judiciaire, a cédé 158141 actions à sa filiale, la société TSPP au prix de 23.008.859,21 DHS. Or, faute de liquidité disponible pour conclure la vente, la filiale a dû contracter un emprunt d'une valeur de 23.000.000,00 DHS auprès de la SAMIR.

Toutefois, le syndic et le juge commissaire ont considéré qu'il s'agit en l'occurrence d'une opération d'achat de la part de la SAMIR de ses propres actions et non pas d'une cession, dans la mesure où la SAMIR en tant que société mère de la société TSPP, détient des actions dans le capital de cette société, et que suite à l'interdiction instituée à l'article 280 de la loi 17-95 d'achat par une société anonyme de ses propres actions, soit directement, soit par une personne agissant en son propre nom, mais pour le compte de la société, la confusion des patrimoines était établie.

Cela dit, le juge considère que du moment que le prix total de la cession a été transféré et inscrit au crédit du compte courant de la société bénéficiaire, à savoir la société TSPP, la confusion des patrimoines est non justifiée et que la violation des dispositions de l'article 280 de la loi 17-



95<sup>54</sup> n'engendre pas forcément l'extension de la procédure judiciaire mais donne lieu à l'application de la sanction prévue par l'article 402 de la même loi<sup>55</sup>.

Ainsi, la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire ouverte à l'encontre de la SAMIR à la société TSPP pour motif de confusion des patrimoines est non fondée.

De manière inverse, si la remise des sommes n'était pas justifiée, l'absence de contrepartie aurait été retenue comme indice prouvant l'existence de flux financiers anormaux et conséquemment, aurait justifié la confusion des patrimoines.

-Concernant la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire à la SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DES CARBURANTS ET COMBUSTIBLES (SDCC) :

Le syndic fonde la demande d'extension de la procédure de liquidation judiciaire ouverte à l'encontre de la SAMIR à la société SDCC pour motif de confusion des patrimoines sur deux points essentiels : le premier étant que la société SAMIR a établi une facture d'avoir au profit de sa filiale, la société SDCC, et après examen des opérations inter-sociétés, il constate que ladite opération figure sur les comptes annuels de la société SDCC et de là, conclu que le dirigeant manipulait la comptabilité des deux sociétés en les assimilant à une seule entreprise, le second, par ailleurs, concerne la cession d'une unité de production de la société SAMIR nommée BLENDING au prix de 400.000.000,00 confirmant que l'opération n'avait pour but que de réduire les pertes d'exploitation qu'a subi la société SAMIR en 2014, la société SDCC en tant qu'acquéreur n'en a aucunement tiré profit, au contraire, l'opération a alourdi les finances de la société.

Néanmoins, relativement à la première opération, le juge conforte que la société SDCC a procédé à l'annulation de l'avoir et que la société SAMIR n'a pas rectifié ses comptes, alors que par rapport à la seconde, la société SDCC avait résilié le contrat de vente et par conséquent, rejette la demande d'extension sollicitée.

Par ailleurs, la Cour d'Appel de Casablanca<sup>56</sup> a eu l'occasion de se prononcer sur une affaire relative à la confusion de patrimoines faisant ressortir comme indices les flux financiers anormaux entre deux sociétés en énonçant que « parmi les manifestations de l'existence des flux financiers anormaux est la prise en charge par une entreprise des frais et des dépenses d'une autre entreprise ou l'encaissement de factures appartenant à une autre structure ou l'acquittement de factures élevées par rapport à la prestation fournie, considérant l'existence de liens étroits entre l'entreprise bénéficiaire et l'entreprise qui s'est acquittée des factures ».

En l'espèce, la société CARI CONFORT PLUS interjette appel du jugement du tribunal de Commerce de Casablanca rendu en date du 28 mars 2005 prononçant l'extension de la

---

<sup>54</sup> Al.1 article 280 loi 17-95 prévoit qu' : « Il est interdit à la société :

1) La souscription et l'achat par la société de ses propres actions, soit directement, soit par une personne agissant en son propre nom, mais pour le compte de la société, sauf si l'acquisition de ces actions vise leur annulation à l'effet de réduire le capital conformément aux dispositions du 2e alinéa de l'article 208 ».

<sup>55</sup> Article 402 loi 17-95 énonce que: « Seront punis de la peine prévue à l'article 401, les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion d'une société anonyme qui auront, au nom de la société, souscrit, acquis, pris en gage, conservé ou vendu des actions émises par celle-ci en violation des dispositions des articles 279 à 281. Sont passibles de la même peine, les membres des organes d'administration, de direction ou de gestion d'une société anonyme qui auront, au nom de celle-ci, effectué les opérations suivantes : avancer des fonds, accorder des prêts ou consentir une sûreté en vue de la souscription ou de l'achat de ses propres actions par un tiers, opérations interdites par l'article 280 (paragraphe 3) ».

<sup>56</sup> CA com. Casablanca, Arrêt n°5209 rendu en date du 10/11/2006, dossier commercial.

<http://www.jurisprudence.ma/decision/caccasablanca10-11-20065209/>; consulté le 27/01/2020.



procédure de liquidation judiciaire à son encontre pour cause de confusion des patrimoines entre elle et la société mère, CARI CONFORT, qui a été soumise à la liquidation judiciaire, au motif que les deux sociétés jouissent de l'autonomie morale et matérielle, que toute relation commerciale ou autres entre elles s'absente, que les deux sociétés disposent de comptes bancaires et de sièges sociaux indépendants et que chacune d'elle exerce une activité commerciale dans un local indépendant.

La Cour d'appel a tout de même retenu que la confusion des patrimoines constatant qu'en plus d'indices démontrant la confusion des comptes, l'existence de flux financiers anormaux est établie :

« Attendu qu'il est établi d'après ce qui précède que les deux sociétés disposent du même siège social, qu'elles sont sises à la même adresse, qu'elles ont le même dirigeant social, qu'une partie du siège social de la société CARI CONFORT a été occupée par la société CARI CONFORT PLUS, qu'en outre, elles exercent la même activité. Attendu que le syndic conforte lors de l'enquête et dans son mémoire de réponse qu'une injonction de paiement émise au nom de la société CARI CONFORT a été acquittée par la société CARI CONFORT PLUS, que des chèques sont émis par la société CARI CONFORT PLUS et sont signées par le dirigeant de la société CARI CONFORT et que les frais de loyers sont acquittés uniquement par la société CARI CONFORT ».

Que ces relations financières aient été jugées anormales, paraît assez légitime, aucune ne trouvant selon les juges du fond, de justification suffisante<sup>57</sup>.

Il paraît clairement que dans ces groupes où les sociétés membres semblaient s'être nouées des relations atypiques<sup>58</sup>, la jurisprudence marocaine a été vigilante, faisant en sorte de ne relever la confusion des patrimoines manifestée par l'existence de relations financières anormales, que dans les cas où les relations intragroupe étaient critiques. Ce qui est remarquable, c'est que la jurisprudence conforte subtilement l'idée évoquée précédemment, faisant valoir que le groupe de sociétés n'est pas en tout état de cause source de confusion des patrimoines justifiant l'extension de la procédure et que les opérations intragroupe ne sont pas d'emblée condamnables.

Il reste que l'on reproche à la jurisprudence de continuer à utiliser l'expression flux financiers anormaux même dans les cas où l'anormalité dérive d'un flux à sens unique. Les cas des sociétés HOTELIERE SAMIR et CORRAL HOTELRESORTS & COMPANY filiales de la société SAMIR et le cas de la société CARI CONFORT PLUS filiale de la société CARI CONFORT, le confirment bien. Il aurait été plus pertinent d'invoquer le critère de relations financières anormales certainement plus logique dans ces cas d'espèce où l'anormalité détectée n'implique pas des agissements réciproques.

## Conclusion :

Il a ainsi été démontré que la confusion de patrimoine suppose l'existence de personnalités juridiques bien réelles qui, sur le plan patrimonial ne présentent pas l'étanchéité requise de structures ayant une vie propre<sup>59</sup>. Soit qu'il y a eu confusion des comptes ou alors qu'est prouvée l'existence de relations financières anormales. Si la confusion des patrimoines comme

<sup>57</sup> Laurence Caroline Henry, Philippe Roussel Galle, Florence Reille, *art. cit.*, pp.408-416.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> Pierre-Michel Le Corre, *op. cit.*, p.303.

source d'extension de la procédure a été maintenue dans le code de commerce, l'on reproche au législateur marocain de ne pas cantonner la notion. Pourtant, la jurisprudence ne manqua pas d'en déceler les contours. Il reste que des efforts doivent être déployés du côté législatif pour intégrer dans le code de commerce ces précisions substantielles.

## BIBLIOGRAPHIE :

### ○ Articles de revue

Barbiéri J-F., (2014), « Le déséquilibre économique des prestations, source de confusion entre le patrimoine d'un bailleur et celui d'une société ? », Revue Des Sociétés, Dalloz, pp.227-230.

Grelon B., (2006), « La confusion des patrimoines au sein d'un groupe », Revue Droit des Sociétés, Dalloz, pp.281-301.

Grimonprez B., (2009), « Pour une responsabilité des sociétés mères du fait de leurs filiales », Revue des sociétés, Dalloz, pp.715-733.

Lienhard A., (2015), « Extension de procédure : caractérisation de la confusion de patrimoines », Dalloz Actualité.

Lucas F-X., Le Corre P.M., (2015), « Panorama Droit des entreprises en difficulté », Recueil Dalloz, N°34, pp.1970-1982.

Morelli N., (2019), « Le temps et la confusion des patrimoines », Revue des Sociétés, Dalloz, pp.128-132.

Morelli N., (2020), « La confusion des patrimoines comme instrument de police de la justice contractuelle ? », Revue Des Sociétés, Dalloz, 2020, pp.112-115.

Morelli N., (2011), « La confusion des patrimoines, entre constance et nuance », Revue Droit des Sociétés, Dalloz, pp.119-122.

Morelli N., (2015), « Propos iconoclastes sur la confusion des patrimoines », Revue Droit des Sociétés, Dalloz, pp.433-437.

Roussel Galle P., Henry L.C., (2015), Chronique de droit des entreprises en difficulté, Revue Droit des Sociétés, pp.541-552.

Roussel Galle P., Reille F., Henry L.C., (2018), Chronique du droit des entreprises en difficulté, Revue des sociétés, Dalloz, pp.408-416.

### ○ Ouvrages

Dondero B., Le Cannu P., (2010), Droit des sociétés, 3<sup>e</sup> édition, Lextenso.

Le Corre P-M., (2013), Droit et pratique des procédures collectives, 6<sup>e</sup> édition, Dalloz.

عبد الكريم شامب، (2017)، إشكالية تداول الذمم في المادة التجارية، مطابع الرباط نت.

عمر السكتاني، (2018)، مساطر صعوبات المقاول: المستجدات و الرهانات — قراءة في ضوء مستجدات القانون رقم 73—17 القاضي بنسخ و تعويض الكتاب الخامس من مدونة التجارة، سلسلة قانون الأعمال و الممارسة القضائية، العدد 2.

### ○ Thèses

Ouassini Sahli M., (2014), La responsabilité de la société mère du fait de ses filiales, Thèse, Université Paris-Dauphine.

M'rabet E., (2014), Les montages juridiques à l'aune du droit des entreprises en difficulté, Thèse, Université Aix-Marseille.